



# COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et  
en Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et  
de Guadeloupe.  
Pour la reconstruction  
de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 14 MARS 2015

N° 1129

PRIX 1 €

## EDITORIAL

### Guadeloupe LE JEUDI 26 MARS TOUS EN LUTTE

Tous les syndicats de salariés de Guadeloupe appellent à une journée de grève et de mobilisation pour le jeudi 26 mars. Ils l'ont rappelé dans un meeting commun le 4 mars dernier à Pointe-à-Pitre. Ils s'insurgent contre la remise en cause des seuils sociaux et de la représentativité des syndicats, la suppression des acquis sociaux, la généralisation du travail le dimanche et de nuit, la suppression programmée des 35 heures et des jours fériés, le démantèlement du code du travail, des statuts et des conventions collectives, la précarité, le temps partiel imposé, le gel des salaires, le scandale considérable du manque d'eau aux robinets dans un pays particulièrement arrosé, même en saison dite du "carême". On le constate actuellement.

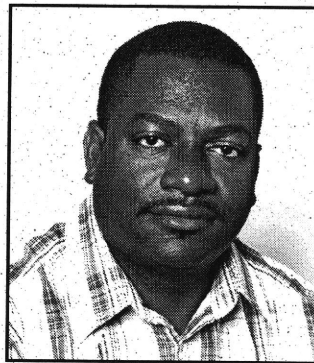
Combat Ouvrier s'associe pleinement à cette journée de grève et de mobilisation et appelle ses militants et sympathisants à y participer. Car la bourgeoisie, le grand patronat imposent toujours plus de sacrifices aux travailleurs. Et leurs serviteurs politiques qui actuellement sont au pouvoir exécutent fidèlement les ordres de ce grand patronat. Les 40 milliards de crédit d'impôt accordés par l'État ne suffisent pas à ce dernier. L'argent public dont il bénéficie dans le cadre de l'aide à l'emploi et dans bien d'autres domaines non plus. Le grand patronat pille les caisses de l'État et ce sont les travailleurs et les classes populaires qui sont appelés à les remplir ! Pendant ce temps, les coffres forts des capitalistes sont pleins à craquer : les bénéfices accumulés par les sociétés du CAC 40 (l'indice qui regroupe les plus grandes sociétés françaises) ont été l'an passé de plus de 64 milliards d'euros. Une hausse de 37 % ! Et comme on observe dans le même temps que leur chiffre d'affaires a stagné, la seule conclusion est que ces profits record sont le produit combiné des licenciements et de l'exploitation accrue des travailleurs. Ce dernier exemple démontre à lui seul toute la politique du patronat et de ses serviteurs politiques qui sont au pouvoir aujourd'hui : pressurer les travailleurs au travail ou les condamner à l'inactivité forcée et à la misère. En la matière, la gauche dite socialiste au pouvoir fait même mieux pour les riches possédants que la droite de Sarkozy hier.

Aujourd'hui, les affaires capitalistes se portent à merveille sous Hollande-Vals. Un exemple : le plus gros possédant des Antilles, Bernard Hayot, voit sa fortune passer de 275 millions en 2013 à 300 millions en 2014. Il vient de racheter la société ivoirienne de distribution automobile : SOCIDA. Son directeur général vient de déclarer que "ce rachat s'inscrit dans une stratégie de développement en Afrique". " Nous sommes implantés en Algérie... au Maroc" etc. Donc après avoir fait l'essentiel de sa fortune sur le dos des travailleurs antillais, Hayot va exploiter les travailleurs africains avec des salaires de misère. L'exploitation des esclaves salariés ! Hayot aujourd'hui a remplacé celle des esclaves tout court de Martinique et de Guadeloupe.

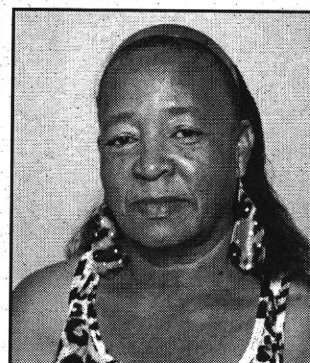
Alors la journée de grève et de mobilisation du 26 mars est pleinement justifiée. Certes, une seule journée de grève et de mobilisation ne suffira pas pour que les travailleurs obtiennent de réelles améliorations de leur sort actuel. Mais si déjà elle est un succès par le nombre de grévistes et de manifestants, ce sera loin d'être négligeable. Il faut donc préparer cette journée dans les entreprises, lancer la discussion, organiser des assemblées générales, afin que les travailleurs décident eux-mêmes de se mettre en grève et en mobilisation. Plus la grève et la mobilisation seront décidées démocratiquement, plus elles seront efficaces. C'est la tâche que les militants du mouvement ouvrier doivent se donner dans les jours qui viennent. Si la journée du 26 inquiète grand patronat et politiciens, si elle renforce le moral de tous les travailleurs et ceux qui se situent dans ce camp là, ce sera gagné.

### Guadeloupe

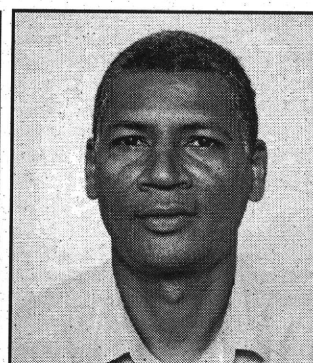
**DIMANCHE 22 MARS À CAPESTERRE-BELLE-EAU :  
VOTEZ JEAN-MARIE NOMERTIN - MARIE-ANNE GEORGES  
RONY TILLÉ ET SYLVIANE DESBONNES**



J-M NOMERTIN



M-A GEORGES



Rony TILLÉ



Sylviane DESBONNES

### VOTEZ COMBAT OUVRIER - FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

**Travailleuses, travailleurs, en activité, au chômage ou à la retraite, électrices, électeurs des classes populaires !** Les électeurs des classes populaires pourraient se désintéresser de ces élections qui ne représentent aucun enjeu pour eux. Mais il serait dommage de laisser passer une occasion d'exprimer avec son bulletin de vote son écœurement de la politique du gouvernement et des grands patrons. Ces derniers prêchent aux plus pauvres la nécessité de faire toujours plus de sacrifices, pendant que les classes riches vivent dans le luxe et continuent à s'enrichir.

Combat Ouvrier vous donne l'occasion de voter pour des travailleurs qui se battent contre l'exploitation. Dernièrement, nos camarades qui travaillent sur l'habitation Dormoy ont mené une grève importante à Bois Debout. Ils ont pu dénoncer et

faire savoir à tous les conditions de travail harassantes qu'on leur impose. Et dans les autres plantations c'est encore pire qu'à la SA - Bois Debout ! Voilà donc une occasion supplémentaire pour tous les travailleurs de voter pour des travailleurs combattifs !

**Des millions pour le patronat, des sacrifices pour les travailleurs !**

Il ne faut pas compter sur les politiciens de droite et de gauche pour changer les choses. Parce qu'eux tous sont au service des patrons et des riches. Que ce soit Ramdini lié à Lurel ou Hollande, ou Claude-Maurice, candidat de la droite des Sarkozy et Michaux-Chevry. Quant à ceux qui se présentent pour le moment sans étiquette politique, aucun d'eux ne remet en cause le système capitaliste. De plus, tous se battent pour un poste et pas pour la population. Certains étaient

hier avec Courtois, aujourd'hui avec Ramdini, d'autres hier, adjoint de Beaugendre et aujourd'hui contre lui, espérant miser mieux pour leur intérêt personnel. Depuis l'élection de Hollande, les cadeaux au patronat sont encore plus gros. Les grands patrons bénéficient d'exonérations de charges sociales et fiscales énormes. Les soi-disant socialistes ont créé pour les riches le CICE (Crédit Impôt - Compétitivité - Emploi). 40 milliards sont ainsi offerts aux patrons de l'hexagone et des départements d'Outremer. Les patrons de la banane sont passés maîtres dans l'art de quémander et de recevoir des millions de subventions. A tel point qu'ils regrettent même qu'il n'y ait pas assez de cyclones leur permettant de recevoir encore plus de subventions ! Pour les patrons de la banane, les subventions se chiffraient à 32,1 millions d'euros en 2013.

Suite P. 2

### Martinique

**Combat Ouvrier sera présent à l'élection  
pour la Collectivité Territoriale de Martinique  
au mois de décembre prochain**

Notre organisation a tenu une conférence de presse, samedi 7 mars à Fort-de-France. Ghislaine Joachim-Arnaud, dirigeante de Combat Ouvrier a présenté la ligne politique de notre organisation. Il y avait à ses côtés, Louis Maugee, Gabriel Jean-Marie et Marie Hélène Marthe dite Surelly.

Ci-dessous le tract que nous distribuons ces jours-ci et dans lequel nous faisons connaître notre point de vue aux travailleurs et aux classes

populaires de Martinique.

**Travailleuses, travailleurs, chômeurs ou en activité, jeunes, retraités des classes populaires de Martinique : construisons notre propre force contre l'exploitation capitaliste et les séquelles coloniales ! Ils vous trompent !**

Les partis et les politiciens mentent aux travailleurs et aux classes populaires !

Ils font de l'élection à la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique) de décembre prochain un enjeu majeur. Mais la CTM ne changera rien au sort des travailleurs et de la population laborieuse. Elle changera légèrement pour les politiciens qui auront un petit peu plus de pouvoir local. Celui que le gouvernement français voudra bien leur laisser : des miettes de pouvoir. Et c'est autour de ces miettes qu'ils se battent déjà comme des affamés !

Suite P. 2



Pour l'instant, trois camps s'opposent :

- 1) Le camp des «patriotes» avec le MIM (Mouvement indépendantiste Martiniquais), le CNCP (Conseil national des comités populaires), Martinique écologie, le PALIMA (Parti pour la Libération de la Martinique), le Parti Communiste Martiniquais, le RDM (Rassemblement démocratique martiniquais) de Claude Lise.
- 2) Ensemble pour une Martinique nouvelle» autour du PPM, conduit par Letchimy avec plusieurs autres formations de la gauche et de la droite modérée autour d'une série de maires et de notables.
- 3) Un regroupement de maires ou notables d'une vingtaine de communes intitulé G20, entend lui, rajeunir le personnel politique de direction du camp des «patriotes», dans le genre «ôte toi de là que je m'y mette».

## Une lutte des notables pour les postes à la Collectivité unique ! Pas pour défendre les travailleurs !

Le tableau que montrent tous ces politiciens, c'est celui d'une lutte entre notables pour les futurs postes. Le spectacle qu'ils donnent est bien affligeant : tenter d'écarter tel dirigeant parce que soi-disant trop vieux, tenter d'autres alliances et manigances pour avoir un poste important dans la nouvelle collectivité unique de Martinique, voilà leur «mère des batailles» ! Tous ces dirigeants politiques ont comme principal souci leur avenir personnel, leur carrière politique avec les avantages qu'ils peuvent y gagner, certains s'imaginant déjà en président de la Martinique. Mais aucun d'eux ne s'oppose au système d'exploitation capitaliste qui sévit contre les travailleurs et qui génère misère, austérité pour les classes populaires, crise sur crise, guerres. Au contraire, tous soutiennent ou tolèrent le système capitaliste, ce système fondé sur la propriété privée des moyens de production et le profit individuel par l'exploitation des travailleurs !

## Relever le drapeau du communisme révolutionnaire !

Le parti communiste martiniquais n'a plus de communisme que le nom ! Ce

n'est plus le parti des Alier, Bissol, Jules Monnerot !

Ce n'est plus un parti dont l'activité principale était le soutien aux luttes ouvrières et le développement de ces luttes. Pour les vrais communistes, il faut éduquer les travailleurs à la lutte contre la bourgeoisie et impulser dès que les conditions le permettront la révolution ouvrière qui doit détruire le système capitaliste et lui substituer une société socialiste plus égalitaire. Tout cela ne fait plus partie des objectifs du PCM. Par contre, cet objectif a toujours été et est encore le nôtre à Combat Ouvrier. Nous brandissons le drapeau du communisme. Ce drapeau n'est pas celui de «la Martinique» ou des «Martiniquais», c'est celui des travailleurs, martiniquais et autres, en activité ou au chômage ou à la retraite. Ce qui est bien différent !

## Travailleuses, travailleurs méfiez vous de ceux qui prétendent vous défendre en défendant les intérêts de «la Martinique» !

Que ce soit au PPM de Letchimy, ou au MIM de Marie Jeanne, ou chez tout autre «patriote», tous disent vouloir se battre pour «la Martinique» ! La défense de «la Martinique», le «développement de la Martinique» sont les objectifs des partis qui englobent derrière «la Martinique», tous les Martiniquais, aussi bien les bourgeois, les riches békés, les Noirs riches que les travailleurs et les classes populaires et les pauvres. Mais les intérêts des travailleurs et des classes populaires sont diamétralement opposés à ceux des riches bourgeois. Vouloir les englober tous derrière la «défense de la Martinique» c'est tromper les classes opprimées, les travailleurs, les exploités. C'est en réalité défendre la bourgeoisie, les classes aisées. A Combat Ouvrier nous entendons défendre les intérêts spécifiques des travailleurs et mettre en avant les revendications spécifiques de ces travailleurs. Cette position nous conduit à appeler les travailleurs à ne faire en aucun cas confiance au «Camp des patriotes et alliés», au regroupement PPM «Ensemble pour une Martinique



nouvelle», et aux autres formations qui ne défendent pas en priorité les intérêts des travailleurs mais au contraire veulent les noyer derrière la défense de «la Martinique» et des «Martiniquais».

## «La Martinique» est aux mains des riches possédants békés et autres ainsi que des grosses sociétés multinationales

C'est cette Martinique là que Marie Jeanne, Letchimy, Lise, Nilor, Azérot, Francis Carole, Claude Lise, Branchi, Erichot, et leurs amis veulent «développer», «défendre», «sauver». C'est la Martinique des multi millionnaires, Hayot, Fabre, De Lucy, Parfait, Despointes, Ho Hio Hen, et tous les autres possédants, ceux de Carrefour, des plantations de banane, des grosses entreprises-machines à profit ! Une partie d'entre eux a formé son capital par l'exploitation des esclaves, puis des travailleurs de la canne opprimés jusqu'au sang et tués à coup de fusil au cours des nombreuses grèves, jusqu'à Chalvet en 1974 ! Ce sont eux qui bénéficient d'exonérations de charges sociales et de la défiscalisation augmentées sous les gouvernements de droite, ré-augmentées sous celui de gauche avec le CICE (crédit impôt compétitivité-emploi). 40 milliards ont ainsi été offerts aux patrons français de l'hexagone et d'outre mer. Les riches d'Outremer bénéficient de niches fiscales encore plus importantes ! Sans compter les subventions européennes qui pleuvent régulièrement sur les patrons de la banane et sur d'autres. Des lois comme l'ANI (Accord

National Interprofessionnel) et tout récemment la loi Macron, donnent des facilités supplémentaires aux patrons, dont le travail le dimanche, le travail de nuit. Tous ces cadeaux sont distribués aux patrons pour leur permettre soi-disant d'embaucher. Mais le chômage augmente ! Contre le chômage la seule mesure radicale serait d'abord d'interdire les licenciements, et répartir le travail entre tous sans diminution de salaire !

## Les assemblées locales relayent la politique de cadeaux au patronat et aux riches, la CTM fera de même ! Ce sont les mêmes qui seront à sa tête !

Un exemple récent : en ce qui concerne les emplois d'avenir dans le secteur non marchand, les assemblées locales de Martinique ont fait passer la prise en charge du salaire de 75% à 90%, ne laissant à l'employeur que 10% à payer et dans les entreprises privées, de 35% à 55%, ne laissant à l'employeur que 45% à régler. Les aides du Conseil Régional à la création d'emploi pour les entreprises sont très nombreuses. L'argent public sert de plus en plus à aider les patrons. Tour à tour Marie-Jeanne, puis Letchimy en tant que président du Conseil Régional ont mené cette politique et ils s'en félicitent ! Les deux plans de relance de la Région avec 73 millions pour le premier et 78 millions pour le second, le grand Saint Pierre et les transformations des Trois îlets, le TCSP profiteront bien plus aux grandes entreprises qu'aux travailleurs. De même les 51 millions de travaux accordés aux entreprises par le Conseil

Général en 2013. Comment s'est fait-il qu'avec tout cet argent, le chômage ne baisse pas notablement ? Ces présidents feront de même à la CTM ! La CTM sera une nouvelle officine d'aide au patronat. La plupart des dirigeants, en particulier Letchimy, sont proches du gouvernement socialiste de Hollande-Valls qui mène une politique qui «fend les reins des travailleurs».

## Pour le contrôle ouvrier et populaire de l'argent public et privé qui vient de l'exploitation des travailleurs

La population n'a aucun contrôle sur l'utilisation de ces fonds. D'ailleurs, lorsque les patrons pleurnichent qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires, les travailleurs n'ont aucun contrôle sur les profits réalisés et le patrimoine de ces patrons accumulés sur le dos des travailleurs. Mais les salariés ressentent tous la baisse de leur pouvoir d'achat. Pour lutter contre cela il faut une véritable échelle mobile des salaires : c'est-à-dire une augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux à chaque fois que les prix augmentent. Seule la lutte collective permettra aux travailleurs de ne pas payer la crise que l'État et les capitalistes veulent leur faire payer !

## Faire entendre le camp des travailleurs

Travailleuses, travailleurs, nous avons encore quelques mois pour réfléchir et nous préparer pour se convaincre et gagner d'autres partisans à notre cause pour les convaincre que les notables, les maires, les parlementaires des différentes chapelles sont de faux amis des travailleurs !

Creusons notre sillon indépendamment d'eux !

Prenons conscience de nos intérêts de classe !

L'exprimer par notre vote le 22 décembre sera aussi une manière d'exprimer notre révolte contre l'organisation sociale actuelle d'affirmer notre conviction que c'est nécessaire de mettre fin à la dictature de la classe capitaliste qui nous exploite et nous opprime !

## Guadeloupe

# Dimanche 22 mars à Capesterre Belle-Eau : Votez Jean-Marie NOMERTIN - Marie-Anne GEORGES / Rony TILLÉ et Sylviane DESBONNES

Suite de la P.1

## Rejetez le Front National !

Marc Guille est un des hommes du patronat de la banane. Il est le candidat du Front-National à Capesterre Belle-Eau. Ses chefs politiques sont les Le Pen, une famille de milliardaires. Le Front National est un parti dont certains dirigeants parlent de «l'inégalité des races» pour tenter de prouver que les Blancs sont supérieurs aux Arabes, aux Noirs, aux Indiens ! Voter pour ce monsieur ce serait comme aller cirer les bottes des Blancs après avoir reçu des coups de pied aux fesses !

## Voter pour les candidates et les candidats de Combat Ouvrier c'est affirmer que :

### 1) Contre le chômage, il faut des mesures radicales !

Depuis plusieurs années, il y a eu des centaines de licenciements sur les plantations de banane et pourtant la production a augmenté. Cela signifie que la charge de travail de chaque travailleur a augmenté. Elle sera

encore plus importante, puisque les planteurs déclarent qu'ils veulent augmenter la production sans embaucher ou en ayant de plus en plus recours aux CDD (contrat à durée déterminée). Or, il y a près de 70 000 chômeurs en Guadeloupe, plus de 23% de chômage. Il y a près de 4000 chômeurs à Capesterre Belle-Eau avec 37% de chômage des 15 - 64 ans. Il faudrait donc interdire les licenciements et répartir le travail entre tous ! **Ce sont les seules solutions radicales pour, à la fois, créer des milliers d'emplois et alléger la charge de travail qui pèse sur les travailleurs.** Trop de discours sur le chômage. Il faut ces mesures d'urgence !

### 2) Il est juste et nécessaire d'augmenter les salaires, les allocations, les pensions, les minima sociaux dont les niveaux d'aujourd'hui ne permettent pas de vivre décemment.

**3) La dictature des capitalistes de la terre, de l'industrie, de la finance,**

## de la grande distribution mène la société droit dans le mur.

Les grandes entreprises et les banques doivent fonctionner dans la transparence en rendant publics tous leurs comptes et en se soumettant au contrôle des classes populaires.

## 4) Capesterre Belle-Eau doit devenir Capesterre Belle-Eau avec de l'eau !

Il est inadmissible qu'une commune aussi arrosée manque d'eau au robinet ! Il faudra se mobiliser par milliers dans les rues pour que cesse ce scandale et celui des factures exorbitantes, sinon cela continuera encore pendant des années ! Il faudra faire de même pour tous les autres problèmes qui nous préoccupent : quartiers insalubres, manque de matériels et d'enseignants dans les écoles etc.

## 5) Tous ceux qui souffrent des pesticides, Némacur, Témik, Képone et chlordécone :

travailleurs agricoles, marins pêcheurs doivent être indemnisés par ceux qui sont

responsables de la catastrophe : État et grands patrons békés !

## 6) Tous ceux qui souffrent de la crise : salariés, petits commerçants, artisans, marins pêcheurs, retraités, personnes âgées, chômeurs, femmes, jeunes, handicapés, ont leur place de notre côté, dans un combat commun contre l'exploitation !

## Le 22 mars, votez pour Jean-Marie Nomertin, Marie-Anne Georges, Rony Tillé et Sylviane Desbonnes !

Du'on élit au Conseil départemental Pierre plutôt que Paul, ne change rien à rien pour les classes populaires. Mais, en revanche, votre vote peut contribuer à affirmer la présence et la permanence d'un courant politique qui considère que le système actuel, basé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une minorité est un système injuste qui doit être changé de fond en comble. Exprimez votre révolte contre l'organisation sociale actuelle,

affirmez votre conviction qu'il est nécessaire de mettre fin à la dictature de la classe capitaliste qui nous exploite et nous opprime ! Ce n'est que par les luttes collectives puissantes que les exploités peuvent défendre leurs intérêts contre le grand patronat, les financiers et leurs serviteurs politiques de tous bords. Mais prendre conscience de nos intérêts de classe, l'exprimer par notre vote, et puis là même, propager nos convictions dans notre camp, chez des travailleurs, est un premier pas dans cette direction.

**Jean-Marie Nomertin, Marie-Anne GEORGES, candidats présentés par Combat Ouvrier**

Combat Ouvrier : 0690 82 92 92 ou 0690 59 19 64.  
http://www.combat-ouvrier.net.  
redaction@combat-ouvrier.net  
ou Philippe Anaïs 1111 Rue Matélie, l'Aiguille, 97112 Goyave.



## Grève victorieuse des salariés de Nicollin Antilles

Les salariés de Nicollin Antilles, basé à Jarry, ont observé une journée de grève jeudi 5 mars. Dans le cadre de la NAO, (négociation annuelle obligatoire), l'employeur ne proposait que 0,5% d'augmentation soit moins de 10€ brut par salarié. Les salariés ont décidé, au vu du travail difficile qu'ils fournissent et des subventions de toutes sortes que perçoit l'entreprise, que 0,5% d'augmentation ne suffisait pas. La négociation s'est poursuivie sous la pression de la grève, votée à la quasi unanimité. Ce qui n'était pas

possible quelques heures auparavant s'est avéré pourtant très réaliste, sous la pression. Finalement, les salaires seront revalorisés de 50€ net pour l'ensemble du personnel avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Sept salariés obtiennent la requalification de leur contrat en contrat à temps complet à durée indéterminée et cinq autres passent de 25 heures à 32 heures mensuelles. Les travailleurs ont aussi obtenu 50€ au titre de l'accord Bino qui seront payés à ceux qui perçoivent jusqu'à 1,4

SMIC. Pour les salaires compris entre 1,4 et 1,6 SMIC le bonus Bino sera de 6% et au-delà de 1,6 SMIC le bonus Bino s'élèvera à 3% du salaire. La grève a aussi permis d'obtenir la mise en place d'une mutuelle d'entreprise, d'un CHSCT, d'un plan de formation qui sera présenté en mai, d'un plan senior et d'une négociation future sur l'égalité hommes-femmes. Il n'aura fallu qu'un seul jour de grève et la détermination de tous les travailleurs pour faire céder le patron. Qui a dit que vite et bien ne vont pas ensemble ?

## Fort-de-France nous fera payer pour ses emprunts toxiques

La majorité PPM du conseil municipal de Fort-de-France a approuvé mardi 3 mars un «*protocole de sortie des emprunts toxiques*», préparé avec les banques et qui prévoit une participation du fonds, mis en place par l'État, de soutien aux Collectivités Locales.

La vulnérabilité des budgets des Collectivités Locales et des hôpitaux face aux emprunts bancaires à taux variables, dits «*emprunts toxiques*» a été dénoncée depuis des années. Le quotidien *Libération* avait publié, en 2011, une carte de France de ces emprunts, établie par la banque Dexia, qui avait révélé comme victimes, notamment, la ville de Sainte-Marie et l'hôpital de Fort-de-France.

Ce problème de l'étranglement de tout le fonctionnement de la société par les banques vient de rebondir avec la récente (janvier 2015) décision de la Banque

Nationale Suisse. Cette dernière ne veut plus arrimer le cours du Franc suisse à celui de l'Euro, jugé trop faible. Les intérêts des prêts de Dexia étaient, pour une bonne part, adossés sur le Franc suisse, qui a grimpé de 20 %.

L'État qui, pour tenter d'amortir le naufrage social prévisible, avait déjà mis en place un fonds de soutien aux Collectivités, en a augmenté les montants en catastrophe.

Le secrétaire d'État au Budget a annoncé le 24 février que le fonds «*Collectivités Locales*», aujourd'hui de 1,5 milliard d'euros sur 15 ans, sera doublé et celui des hôpitaux, aujourd'hui de 100 millions sur trois ans, «*sera majoré de 300 millions sur dix ans*». Ces augmentations ne doivent être que partiellement à la charge du système bancaire et donc les contribuables en supporteront une grande partie.

La ville de Fort-de-France est donc concernée, confrontée à deux emprunts toxiques à taux variables. L'un, d'un reliquat de

12,4 millions d'euros, conclu avec le groupe Crédit Agricole, l'autre, contracté avec Dexia, représentant début 2014 un reste à rembourser de 14,4 millions d'euros.

Les «*modalités de sortie*» proposées, malgré les apports prévus du fonds de soutien, laissent à la charge de la municipalité des remboursements de 9,2 millions d'euros... à financer par de nouveaux emprunts. Les banques, qui ont consenti quelques rabais, continueront donc à profiter de la poule aux œufs d'or qu'elles ont pris garde de ne pas étrangler complètement. Dexia a quand même pris soin d'interdire la poursuite de la procédure judiciaire qui avait été engagée contre elle.

La municipalité est la victime consentante de cet accord imposé. Ce sont les contribuables, des travailleurs pour la plupart, qui paieront, tant par l'imposition générale que par les impôts locaux. Et, bien sûr, à eux, personne n'a demandé d'avis.

## Comment la Générale des Eaux rackette la population !

Une conférence-meeting a été organisée le 28 février à la salle des fêtes du Lamentin à l'appel de certaines organisations des usagers et du LKP avec Jean Luc Touly, un responsable CGT, salarié à Véolia. Touly se bat depuis plusieurs années en France avec les associations d'usagers pour que la distribution de l'eau soit une prestation de service et pour le retour à une gestion publique et non privée.

La Générale des Eaux qui n'est autre que la filiale de la multinationale Véolia n'est soumise à aucun contrôle et réalise des profits sur le dos des usagers. Lors de son passage en Guadeloupe, au début du mois, Jean Luc Touly a constaté de nombreux dysfonctionnements en Guadeloupe. Véolia contrôle l'eau depuis 47 ans alors que la loi prévoit des contrats qui ne dépassent pas 20 ans. Elle bénéficie de dérogations pour prolonger ses contrats. Ce qui est le plus scandaleux c'est qu'il n'y a jamais eu de rapport annuel de

cette société sur son bilan. Ce rapport doit être remis aux collectivités et mentionner tous les bilans sur la consommation et les différentes taxes perçues sur l'usager. Les compteurs ne sont pas relevés régulièrement. Des usagers attendent deux ans, trois ans avant de recevoir leur facture et doivent payer des sommes exorbitantes. Certains doivent payer 6000 euros voir 10 000. Quant au prix du m3 d'eau, il est parfois deux fois et même trois fois plus élevé qu'en France de même que le prix de l'abonnement.

Un film a été projeté sur les manifestations qui ont eu lieu en France contre Véolia. Le film montre aussi la corruption de certains élus complices de la privatisation. En Guadeloupe, il y a une véritable corruption des responsables de l'eau avec la complicité des élus. La Cour des Comptes a révélé des dépassements concernant plusieurs voyages et des frais d'hôtels de luxe très onéreux. Le

SIÆAG (Syndicat Alimentation Eau et Assainissement de la Guadeloupe) a été particulièrement épinglé. Au cours de cette conférence au Lamentin qui a rassemblé plus de 300 personnes, la plupart des usagers se sont plaints du montant élevé de leurs factures. Les associations font des réunions dans les communes et appellent les usagers à s'organiser. Lors d'une réunion publique devant le palais de la Mutualité le 4 mars, les organisations syndicales qui appellent les travailleurs à se mobiliser le 26 mars ont invité aussi les usagers de l'eau à participer à cette mobilisation. Une loi vient d'être votée sur l'interdiction des coupures d'eau. Les usagers doivent se battre pour imposer à la Générale des Eaux d'appliquer cette nouvelle loi. Mais ils devront se battre aussi avec beaucoup de fermeté pour exiger des élus l'application de toutes les réglementations que cette multinationale n'applique pas en Guadeloupe.

## SARA : les cadres se mobilisent, de quel côté ?

Les stations-service ont été prises d'assaut le 1<sup>er</sup> mars 2015, et à sec jusqu'au 3, suite à une grève de cadres de la SARA (Société anonyme de la Raffinerie des Antilles), initiée par le syndicat CGC, syndicat des cadres.

Les arguments de la CGC - *Inquiétudes sur la pérennité de nos emplois [...] au regard des résultats*

*de l'entreprise...»* - mimaient ceux des compagnies pétrolières en 2013-2014, quand elles protestaient contre le décret du ministre Lurel, sur la fixation des prix à la pompe. Le travail a repris le 3, sur quelques vagues promesses du préfet.

Par leurs demandes dans cette grève, ces cadres scient la

branche sur laquelle ils sont assis. Avec les mêmes arguments «*rentabilité des investissements*» et de «*défense des actionnaires*», la direction peut, demain, s'attaquer à tous les salariés. C'est un leurre que de s'appuyer sur une illusion, celle de l'existence d'un intérêt commun entre les travailleurs et les exploiters.

## Habitation Petit Galion : les ouvriers mobilisés font échouer les licenciements

Le 20 février dernier les ouvriers agricoles de l'habitation Petit Galion se sont mis en grève contre la procédure de licenciement engagée par leur patron contre deux de leurs délégués. La raison avancée par ce patron était la faute grave. Selon les propos de l'employeur il s'agissait d'insubordination, mais aux dires des salariés de l'entreprise, le motif était, comme bien souvent, futile.

Alors, à l'annonce de la sanction injuste, les ouvriers ont arrêté le travail. Ils ont tenu une assemblée générale en présence du représentant syndical CGTM et d'un représentant de l'Inspection du travail pour faire revenir le patron sur sa position.

Dans un premier temps celui-ci ne voulut rien savoir. Les ouvriers eux aussi étaient déterminés et la tension est vite montée. La négociation fut reportée au lundi

23 dans l'après-midi. Les ouvriers, eux, décidèrent de poursuivre la grève. Le lundi après midi, tous se mobilisèrent pour se retrouver avec les deux délégués menacés, à la direction du travail à Fort-de-France cette fois-ci. Après près de sept heures de discussion, ils purent arracher au patron impétueux un accord par lequel non seulement les procédures de licenciement étaient annulées, mais aussi où le patron s'engageait au paiement de la mise à pied d'un des délégués.

Selon l'accord, le patron devrait aussi engager des négociations dans l'entreprise sur la santé, les conditions de travail, les congés et la reconnaissance de la polyvalence conventionnelle.

Sur toutes ces questions, les salariés se promettent de rester vigilants. D'autant qu'ils ont bien constaté que leur mobilisation a

## La grève continue à la centrale électrique Albioma

La grève débutée le 22 janvier se poursuit depuis maintenant plus d'un mois dans les deux centrales Albioma au Moule. Comme d'habitude en cas de grève, la direction a cité les grévistes et leur syndicat à comparaître pour entrave à la liberté du travail. Les juges ont rendu une décision en faveur des patrons condamnant les salariés grévistes à libérer les entrées des deux centrales. Une tranche de la centrale a redémarré avec les non grévistes. Mais il reste des travailleurs qui poursuivent la grève. Plusieurs réunions ont eu lieu avec la direction d'Albioma sous la médiation de la direction du travail. La direction générale du travail basée à Paris a confirmé ce qu'affirment les travailleurs depuis plusieurs mois, à savoir que la durée maximale de travail est fixée à 35 heures et qu'au-delà, les

heures sont rémunérées en heures supplémentaires et en repos compensateur. Pour les travailleurs en grève, ce rappel de la loi était important. Face à leur direction qui affirme tout et son contraire, ils exigent des écrits précis. Ils réclament le dédommagement des repos compensateurs non pris et veulent obtenir des embauches supplémentaires. D'ores et déjà, la grève leur a permis d'arracher 7 postes supplémentaires. Mais ils estiment que toutes les heures supplémentaires sont loin d'être compensées en postes créés. La grève leur a aussi permis d'obtenir l'application du bonus «*Bino*» pour l'ensemble des salariés payé rétroactivement pour un montant total supérieur à 200 000€.

## Grève à la cuisine centrale de Fort-de-France

Les agents de la cuisine centrale de Dillon ont organisé des débrayages en début de première semaine de mars. En cause principalement des dysfonctionnements du matériel. Du lundi au mercredi la préparation des repas pour les 55 écoles a été perturbée. Les repas ont été servis plus tard que d'habitude, et ils étaient aussi moins copieux.

Le jeudi la grève était totale, et les parents avaient été priés de prévoir le nécessaire. Les grévistes ont mené leur action avec le syndicat FO.

Mais c'est la détermination des grévistes qui a été efficace pour faire bouger la mairie. Les agents ont obtenu que des réparations soient effectuées sur les appareils défectueux et le travail a repris le vendredi matin.

## Écho de Pole Emploi

### AVEC NOTRE ARGENT !

On n'avait jamais vu ça : le départ d'un chef de Pôle emploi a été l'occasion d'une grande distribution de cadeaux. *Chacun fait ce qu'il veut. Mais qu'on nous demande de mettre la main à la poche, faut pas pousser !*

### LES COMPÉTENTS AU TROU, LES INCOMPÉTENTS TOUT LE TEMPS !

Comme à l'accoutumée, en fin d'année 2014, et en début d'année 2015, les petites mains formées, compétentes et usées par l'ingratitude de Pôle emploi sont remerciées sans autre forme de procès. S'agissant des chefs, ils sont gratifiés alors qu'ils nous font voir la vache enragée.

### LE MONDE À L'ENVERS !

Alors que nos salaires sont largement insuffisants, certains dont les salaires sont deux fois voire trois fois plus importants que le nôtre font passer des enveloppes pour ceux dont le salaire est cinq fois le nôtre. Ils nous prennent vraiment pour des M...

### LIV LA SA NOU JA LI'Y, NOU JÉTÉ'Y É YO MASÉ'Y!

Ils ont le toupet de nous demander de participer à leur pot. Et pour nous, à quand le contraire ? Mais même s'ils nous les proposaient, nous refuserions leurs cadeaux, car on n'est pas du même monde !



# Il y a cinquante ans, les marches de Selma contre le racisme

Aux USA, au mois de mars 1965, les militants des droits civiques organisèrent trois marches de protestation pour obtenir que tous les Noirs puissent voter. L'objectif, en partant de la ville de Selma, en Alabama, était de gagner la ville de Montgomery où se tenait au Capitole une réunion spéciale des législateurs.

L'Alabama est un état du sud des États Unis, tristement connu pour le racisme dont étaient victimes les Noirs, et pour l'importance de l'organisation de l'extrême droite raciste, le Ku Klux Klan.

Alors que depuis 1870, les Noirs ont obtenu par leurs luttes le droit de vote, certains états, comme l'Alabama, imposaient des tests de type scolaire pour l'inscription sur les listes électorales. Le but était bien entendu d'écarter la population la plus pauvre et donc la moins instruite, à savoir les Noirs.

Le mouvement pour le droit de vote fut lancé à Selma par une militante, Amelia Boyton Robinson. Il obtint le soutien de Martin Luther King et du mouvement des droits civiques.

Le 7 mars 1965 reste dans les mémoires sous le nom de Bloody Sunday, Dimanche sanglant. 600 manifestants pacifiques furent attaqués par les forces de police alors qu'ils traversaient un pont sur la rivière Alabama. L'attaque aux gaz lacrymogènes et coups de matraques fit plusieurs dizaines de blessés. 56 furent hospitalisés, dont 18 dans un état préoccupant.

Avant cela, dès le mois de janvier, des tensions avaient éclaté et 2500 manifestants furent emprisonnés au cours de ces trois mois. Le 18 février, un manifestant, Jimmy Lee Johnson, était assassiné par la police.

Après le Bloody Sunday, Martin Luther King appela à une nouvelle marche qui regroupa plusieurs milliers de sympathisants venus d'autres régions des USA. 2500 marcheurs tentèrent de traverser le pont avant d'être arrêtés par les forces de police, qui cette fois ne chargèrent pas.

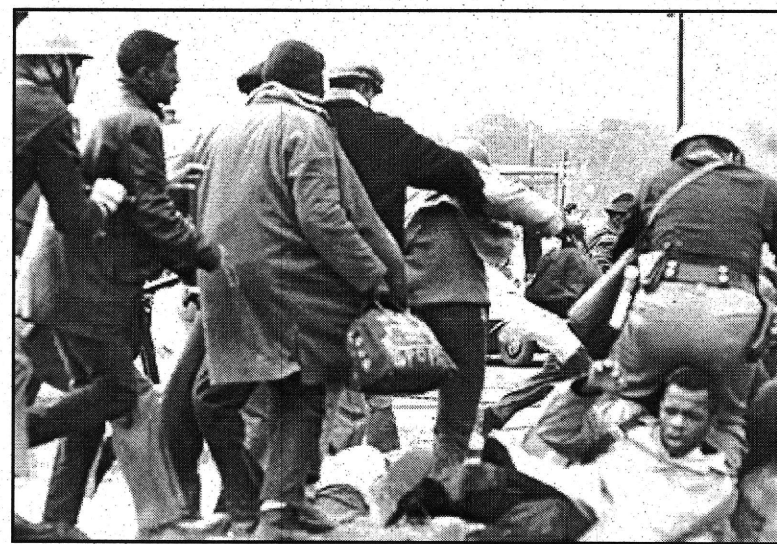
Une troisième et dernière marche eut lieu le 27 mars, qui regroupa cette fois 8000 manifestants. Elle était autorisée et il n'y eut pas d'agression. Une fois à

Montgomery, Martin Luther King s'adressa depuis le Capitole à une foule de 25 000 personnes. A l'issue de cette marche, une militante blanche, Viola Liuzzo, qui accompagnait en voiture des manifestants noirs, fut abattue par le Ku Klux Klan parce qu'un Noir était assis à côté d'elle dans la voiture.

A la suite de ces mouvements, une loi sur le droit de vote fut adoptée par le Congrès en août 1965. Elle supprimait officiellement les discriminations dans les procédures de vote pour des motifs de race, de couleur de la peau ou de la langue.

Pourtant, cette année du 50ème anniversaire, même le président Obama qui n'est pourtant pas un militant acharné des droits de l'homme, s'étant rendu sur lieux, s'est exprimé en ces termes :

«Aujourd'hui, en 2015, cinquante ans après Selma, il y a des lois dans ce pays qui visent à rendre le vote plus compliqué pour certaines personnes. Alors que je vous parle, d'autres lois de ce genre sont encore proposées», faisant ainsi allusion à des prises de position du parti Républicain, qui réclame des



mesures plus strictes concernant l'identification des électeurs.

Alors même qu'un Noir a pu devenir président des États Unis, la majorité des Noirs restent les laissés pour compte de la population américaine. Les violences et les meurtres commis par des policiers contre de jeunes noirs en témoignent comme toutes les statistiques concernant le niveau de vie, le chômage, le taux d'incarcération. Seul un mouvement d'une ampleur au

moins égale à celui des droits civiques, mais visant cette fois à débarrasser les États Unis du l'oppression capitaliste pour contribuer à mettre fin à racisme à grande échelle.

Un film intitulé «Selma» a été réalisé sur cet épisode historique. Il sera présenté au cours du festival de Femi, ainsi qu'au cinéma Rex Pointe-à-Pitre le vendredi 13 mars 14h 30, le lundi 16 et le mardi 17 mars à 19h.

## Martinique

### BTP, les capitalistes pleurent la perte d'un des leurs

Serge Jean-Joseph, patron du BTP, est décédé le vendredi 6 mars à l'âge de 80 ans.

L'annonce a été faite à plusieurs reprises par les médias qui ont salué la mémoire d'un «grand bâtisseur» martiniquais, rappelant sa carrière dans le bâtiment, dans le domaine du logement, dans les carrières d'extraction et dans le commerce, diverses activités au travers desquelles il a pu arrondir sa fortune.

En étant président du centre patronal (1997-1999), aujourd'hui appelé le Medef-Martinique, S. Jean-Joseph a aussi été un zélé représentant des patrons locaux. Côté social, il a créé le CRBTP (Caisse de Retraite du BTP), organisme de retraite des cotisations de retraite des salariés du BTP, allouant bien souvent des retraites de misère aux ouvriers du bâtiment qui quittent le travail après avoir vendu leur force de travail durant plus de quarante ans. Il a créé aussi la Caisse des congés payés du bâtiment. A ce titre, il se montrait plutôt conciliant avec bon nombre de patrons du Bâtiment et Travaux Publics qui ne se mettent pas en règle avec cette caisse, sans être inquiétés ou poursuivis. En conséquence, chaque année, des salariés du bâtiment rencontrent les pires difficultés pour toucher les indemnités de congés payés qui leur sont dues.

Voilà ce que beaucoup d'ouvriers du bâtiment retiennent de cet homme.

Quant aux travailleurs et militants des Chambres syndicales des ouvriers du BTP qui l'ont connu dans le cadre des commissions paritaires, ils se souviennent d'un président du Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et travaux publics n'accordant que des augmentations au rabais, c'est-à-dire de quelques centimes de l'heure. Ainsi, à chaque commission paritaire, il «tenait le crachoir» durant une bonne partie des réunions pour pleurnicher devant les ouvriers que «les choses ne vont pas bien pour le patronat du BTP, pas de vente du ciment, etc.». Et lorsqu'un militant lui demandait de mettre sur la table les résultats des profits réalisés par les capitalistes du BTP, afin de pouvoir négocier de véritables augmentations de salaires, ce monsieur devenait furieux. Soutenu par les autres patrons autour de lui, il répondait que «c'est un secret professionnel», que «le mot profit n'existe plus», et que «ce n'est pas de cela qu'il faut discuter».

Voilà des images que gardent en mémoire des ouvriers qui ont connu ce patron martiniquais aujourd'hui décédé. Elles sont bien différentes de celles présentées par la presse.

## Martinique

### Animateurs scolaires en colère

Le vendredi 6 mars, environ 70% des animatrices et animateurs des écoles de Fort-de-France étaient en grève. Réunis à la Maison des syndicats, ils dénonçaient tous leurs conditions de travail, de salaire et aussi le mépris avec lequel les traitent leurs employeurs.

En effet, environ 200 agents, en majorité des femmes, assurent la prise en charge des enfants dans ces écoles en dehors des heures d'enseignement. Ils accueillent les enfants très tôt le matin, à l'interclasse, aux heures de cantine, mais aussi aux heures de Temps d'activité périscolaire (TAP) mises en place en 2014. Ils sont employés par des associations qui ont des contrats avec la mairie. C'est cette dernière qui est donneur d'ordre. Mais, pour un même travail, les animateurs sont payés à des salaires différents par les associations. De plus, ils perçoivent des salaires variables autour de 9 euros de l'heure au lieu des 15 à 20 euros de l'heure correspondant au tarif normal des interventions assurées dans le cadre des TAP (temps d'activité périscolaire).

Ils réclament donc un salaire fixe, identique pour toutes les associations et qui soit payé à date fixe. Intervenant aussi dans les écoles d'autres communes

de Martinique, ils réclament que les frais de transport soient pris en charge. En effet, pour certains, le salaire passe essentiellement en frais de transport. Ils réclament aussi de pouvoir bénéficier d'une aide supplémentaire liée à la présence d'enfants difficiles, comme c'est le cas avec les ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) qui interviennent aux côtés des enseignants pendant les heures d'enseignement. Ces grévistes sont syndiqués à la CGTM.

Aujourd'hui, ils veulent être entendus mais aussi se faire respecter. Intervenant sur une radio, le représentant du maire de Fort-de-France indiquait, lui, que 90% des revendications de ces salariés relevaient de leurs employeurs et non pas de la mairie. Mais les grévistes ne l'entendaient pas de cette oreille car, comme le disait leur porte-parole, il ne suffit pas pour le maire de passer des marchés au plus bas prix pour, après, se laver les mains des conditions de travail et de salaire des employés.

Ainsi la rencontre du vendredi 6 mars avec les représentants du maire n'ayant rien apporté, les grévistes se montrent déterminés et ont décidé de reconduire leur mouvement le lundi 9 mars car ils entendent

bien obtenir satisfaction sur leurs revendications.

### Dernière Heure

Un accord a été signé lundi 7 mars dans la soirée. Les animateurs ont obtenu une prime de transport et une formation pour la prise en charge des enfants difficiles à la rentrée scolaire prochaine.

## ABONNEMENT

12 MOIS :  
SOUS PLI FERME 33 €  
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de mois.

NOM : .....

Prénoms : .....

Adresse : .....

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier.  
1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.  
Antilles françaises

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
P. ANAIS  
Adresser toute correspondance  
EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER  
M. Philippe Anais.  
1111 Rés Matélie, l'aiguille,  
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE  
Louis MAUGÉE  
B.P. 821  
97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION  
Imp. ERAPRESS  
Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier  
http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet  
redaction@combat-ouvrier.net

## Guadeloupe

### Le procès de deux militants de Combat Ouvrier et «Rebelle»

Le mardi 3 mars dernier a eu lieu le procès en appel de nos deux camarades Sony Laguerre et Raphaël Cécé. Ils sont aussi animateurs du petit journal étudiant et lycéen «Rebelle». En première instance, ils avaient été condamnés à 5 et 8 mois de prison avec sursis pour avoir soi-disant brutalisé les policiers et tenu des propos soi-disant menaçants envers eux. Ces incidents dataient du 18 mai 2012. Ce jour là, les «rebelles» étaient venus accompagner une de leurs camarades, lycéenne, convoquée au commissariat sur plainte abusive d'un proviseur. La police

jeune sans aucune raison.

Le 3 mars dernier, le procureur a réclamé 3 mois avec sursis contre les deux militants. Le délibéré sera rendu le 21 avril à 8h 30 au tribunal de Basse-Terre.

Près de 120 personnes sont venues soutenir nos camarades dont plus de 50 lycéens et étudiants liés au journal Rebelle. De 14h à 22h ils ont lancé des slogans, battu du tambour, chanté devant le palais de justice de Basse-Terre. Et pour que la moitié d'entre eux puisse rentrer dans la salle d'audience, ils ont dû l'imposer aux policiers et à certains magistrats qui ne

nombreux restreint. Plusieurs organisations politiques et syndicales :

La CGTG, l'UGTG, SOS - Basse-Terre-environnement, Têt Kolé (une association d'émigrés haïtiens), le FKNG de Luc Reinette, plusieurs dizaines d'étudiants de Martinique, ont apporté leur soutien.

Le plus important dans cette affaire c'est que nos deux camarades, Combat Ouvrier et les jeunes de «Rebelle» ont pu démontrer que ce procès était en réalité un procès politique. Il s'inscrivait dans une série de mesures répressives tendant à

lycéen «Rebelle» qui est un journal contestataire qui dénonce bien des injustices. De plus, Raphaël et Sony en tant que militants de Combat Ouvrier affichent bien ouvertement leurs idées communistes révolutionnaires. C'en était trop pour le rectorat, certains proviseurs, la police et la justice coloniales ! Mais le 3 mars, le procès s'est retourné contre eux, c'est leur procès qui a été fait. La mobilisation et le retentissement qu'il a suscités en Guadeloupe ont levé un coin du voile sur les injustices vécues par la jeunesse en général dont les ravages causés